

ACCORD DE CONSORTIUM

pour la réalisation du Projet Initiative d'Excellence Université Grenoble Alpes : Université de l'innovation

ENTRE

La Communauté Université Grenoble Alpes, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP), situé à la Maison Jean Kuntzmann, 110 rue de la Chimie – Domaine universitaire, 38401 Saint-Martin-d'Hères, représentée par Madame Lise DUMASY en sa qualité de Présidente,

Ci-après dénommée la ComUE UGA ou l'Etablissement porteur,

D'une part,

ET

L'Université Grenoble Alpes (UGA), établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sis 621 avenue Centrale, 38400 Saint Martin d'Hères, représenté par son Président, Monsieur Patrick LEVY,

L'Institut Polytechnique de Grenoble (Grenoble INP), Grand Etablissement, établissement public scientifique, culturel et professionnel, sis 46 avenue Félix Viallet, 38031 Grenoble Cedex 01, représenté par son Administrateur général, Monsieur Pierre BENECH,

Le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), établissement public à caractère scientifique et technologique, sis 3 rue Michel-Ange, 75794 Paris cedex 16, représenté par son Président-Directeur général, Monsieur Antoine PETIT,

L'Institut National de recherche en Informatique et automatique (Inria), établissement public à caractère scientifique et technologique, sis Domaine de Voluceau, Rocquencourt, 78153 Le Chesnay, représenté par son Président directeur général, Monsieur Bruno Sportisse,

L'Ecole nationale supérieure d'architecture de Grenoble (Ensag), établissement public à caractère administratif, sis 60 avenue de Constantine, 38036 Grenoble cedex 2, représentée par sa Directrice, Madame Marie WOZNIAK,

L'Institut d'études politiques de Grenoble (Sciences Po Grenoble), établissement public à caractère administratif, sis 1030 av. centrale, Domaine Universitaire, 38400 Saint-Martin-d'Hères, représenté par son Directeur, Monsieur Jean-Charles FROMENT,

Le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), établissement public à caractère scientifique, technique et industriel sis Bâtiment Le Ponant D, 25 rue Leblanc, 75015 Paris, représenté par son Administrateur général, Monsieur François JACQ,

L'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), établissement public à caractère scientifique et technologique, sis 101 rue de Tolbiac, 75013 Paris, représenté par son Président-Directeur général Monsieur Yves LEVY et, par délégation, le Délégué Régional Rhône-Alpes Auvergne, Monsieur Dominique PELLA,

L'Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (Irstea), établissement public à caractère scientifique et technologique, sis 1 rue Pierre-Gilles de Gennes, 92761 Antony cedex, représenté par son Président, Monsieur Marc MICHEL,

Le Centre Hospitalier Universitaire Grenoble Alpes (CHUGA), établissement public de santé sis Boulevard de la Chantourne, 38700 La Tronche, représenté par son Directeur général par intérim, Madame Stéphanie Fazi-Leblanc,

Ci-après chacun appelé par sa dénomination abrégée,

D'autre part,

Les signataires sont désignés conjointement « les Parties » ou individuellement « la Partie ».

Vu la convention du 23 juin 2014 entre l'Etat et l'ANR relative au second programme d'investissements d'avenir, action « Initiatives d'excellence, Initiatives Science-Innovation-Territoires-Economie » ;

Vu le règlement relatif aux modalités d'attribution des aides au titre de l'appel à projets « Initiatives d'excellence » de l'ANR, ci-après désignée le « Règlement financier ANR » ;

Vu la Convention de préfinancement n° ANR-15-IDEX-02 conclue entre l'Etat, l'ANR et la ComUE UGA le 18 juillet 2016, ci-après désignée la « Convention de préfinancement » ;

Vu la Convention attributive d'aide n° ANR-15-IDEX-0002 conclue entre l'Etat, l'ANR et la ComUE UGA le 29 décembre 2017, ci-après désignée la « Convention attributive » ;

Considérant la préconisation de l'ANR de préparer dans les meilleurs délais un accord de consortium qui sera « *in fine, requis dans un délai d'un an après la signature de la convention définitive* » (courrier du 18 juin 2016 notifiant la Convention de préfinancement signée et article 6.3 de la Convention attributive) ;

Considérant que l'art 2.4.1 du Règlement financier ANR prévoit que l'absence d'Accord de consortium entre les Parties peut conduire à la cessation du financement du PROJET ainsi qu'à la suspension et au reversement de l'Aide.

SOMMAIRE

ARTICLE 1ER : DÉFINITIONS	7
ARTICLE 2 : OBJET DE L'ACCORD	11
ARTICLE 3 : NATURE DE L'ACCORD.....	11
ARTICLE 4 : DURÉE DE L'ACCORD	11
ARTICLE 5 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DU PROJET	11
5.1 DISPOSITIONS GENERALES.....	11
5.2 SOUS-TRAITANCE	12
5.3 ACCUEIL DE PERSONNELS	12
5.4 MOYENS FINANCIERS.....	12
ARTICLE 6 : RESPONSABILITÉ DE L'ETABLISSEMENT PORTEUR	13
ARTICLE 7 : ENGAGEMENTS DES PARTIES (HORS ETABLISSEMENT PORTEUR).....	13
ARTICLE 8 : GOUVERNANCE DU PROJET	14
8.1 DISPOSITIONS GENERALES.....	14
8.2 LE COORDINATEUR	14
8.3 Le COPIL IDEX.....	15
8.3.1 Missions du COPIL IDEX	15
8.3.2 Composition du COPIL IDEX	15
8.3.3 Décisions du COPIL IDEX	15
8.4 LE Comité Scientifique International	16
8.5 LES Commissions exécutives.....	16
ARTICLE 9 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	17
9.1 REGLES CONCERNANT LE MECANISME DE LA NE UTRALISATION DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE ENTRE LES PARTIES	17
9.2 CONNAISSANCES PROPRES	18
9.3 RESULTATS PROPRES	18
9.4 RESULTATS COMMUNS.....	18
9.4.1 Dispositions communes à tous les Résultats communs	18
9.4.2 Résultats communs brevetables.....	19
9.4.3 Résultats communs relevant du droit d'auteur (y compris les Logiciels)	20
ARTICLE 10 : UTILISATION ET EXPLOITATION DES CONNAISSANCES PROPRES ET RÉSULTATS.....	21
10.1 CONNAISSANCES PROPRES.....	21
10.1.1 Utilisation aux fins d'exécution dans le PROJET et dans chaque Action	21
10.1.2 Utilisation aux fins d'exploitation des Résultats.....	22
10.2 RESULTATS	22
10.2.1 Utilisation aux fins d'exécution dans le PROJET et dans chaque Action	22
10.2.2 Utilisation aux fins de recherche, enseignement, formation	22
10.2.3 Exploitation des Résultats.....	22

ARTICLE 11 : CONFIDENTIALITÉ - PUBLICATIONS	23
11.1 CONFIDENTIALITE	23
11.2 PUBLICATIONS – COMMUNICATIONS.....	24
11.3 USAGE DE LA MARQUE ET AUTRES SIGNES DISTINCTIFS.....	25
ARTICLE 12 : RESPONSABILITÉ - ASSURANCES	25
12.1 RESPONSABILITE A L'EGARD DES TIERS	25
12.2 RESPONSABILITE ENTRE LES PARTIES	25
12.2.1 Dommages corporels	25
12.2.2 Dommages aux biens	26
12.2.3 Dommages indirects	26
12.3 GARANTIES ET RESPONSABILITES DU FAIT DES CONNAISSANCES PROPRES, RESULTATS ET AUTRES INFORMATIONS	26
12.4 ASSURANCES	26
ARTICLE 13 : RESTITUTION DE L'AIDE, RETRAIT, DÉFAILLANCE, FORCE MAJEURE ET ADHÉSION .	26
13.1 RESTITUTION DE L'AIDE A L'ANR.....	26
13.2 RETRAIT.....	27
13.3 DÉFAILLANCE D'UNE PARTIE.....	27
13.4 CONSÉQUENCES DU RETRAIT OU DE LA DÉFAILLANCE.....	27
13.5 FORCE MAJEURE	28
13.6 ADHESION D'UN TIERS.....	28
ARTICLE 14 : AVENANT	28
ARTICLE 15 : RÈGLEMENT DES LITIGES	28
ARTICLE 16 : DOCUMENTS CONTRACTUELS – LOI APPLICABLE	29

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Le PROJET « IDEX Université Grenoble Alpes : université de l'innovation » vise à créer à Grenoble une université intégrée dotée d'un fort rayonnement international, fondée sur :

- l'excellence scientifique ;
- le dynamisme de l'écosystème et du transfert de connaissances vers la société ;
- le rôle moteur dans l'innovation pédagogique et la réussite des étudiants ;
- l'implication et l'engagement du monde socio-économique et culturel et des collectivités territoriales.

Cette ambition est partagée entre les Parties du PROJET : la ComUE UGA, l'Université Grenoble Alpes, Grenoble INP, IEP Grenoble, ENSAG, les organismes nationaux CNRS, CEA, INSERM, Inria, Irstea et le CHUGA de Grenoble.

Les Parties se sont **engagées à créer ensemble une université de l'innovation de rang mondial** insérée dans un territoire en développement. Le PROJET est le levier pour atteindre cet objectif.

En effet, l'intégration du site universitaire Grenoble Alpes promouvra une approche multidisciplinaire, décloisonnant universités, écoles et organismes nationaux. L'intérêt d'un rapprochement des disciplines est patent en recherche et transfert, mais il est également manifeste en matière de pédagogie, et pour **soutenir le rôle sociétal de l'université comme moteur du transfert de connaissances**.

Au-delà, l'enjeu du PROJET est de donner au site la force d'une institution intégrée et solidaire, sans pâtir d'effets de compétition interne.

Le PROJET « Université Grenoble Alpes : université de l'innovation » a été conçu comme un levier pour affronter deux défis : 1. réussir l'intégration institutionnelle afin de hisser l'excellence du site au niveau mondial ; 2. soutenir l'excellence.

Défi 1. Réussir l'intégration institutionnelle afin de hisser l'excellence du site au niveau mondial

La stratégie actée collectivement vise à donner au site les moyens de transformer un ensemble universitaire en une université intégrée.

Cette réponse tient en deux aspects complémentaires : le partage de l'identité et l'unité de la stratégie, pour atteindre le schéma cible.

Notre trajectoire consiste à s'appuyer sur :

- la création de la ComUE et ses instruments collectifs, qui permettent d'opérer une convergence vers la cible ;
- la fusion des trois universités effective dès 2016 ;
- l'engagement de toutes les Parties, dès le début du projet, à soutenir le développement de la marque « Univ. Grenoble Alpes » ;
- l'implication des communautés pour progresser vers la cible.

Défi 2. Soutenir et développer l'excellence

Les Actions du PROJET concernant les Volets « Recherche et Valorisation », « Formation », « Vie étudiante », « Rayonnement social et culturel » et « Relations internationales » s'organisent autour de deux axes.

Le premier concerne les sciences humaines et sociales. Une institution multidisciplinaire doit leur donner une véritable place, car elles sont essentielles pour affronter les défis scientifiques et sociétaux du 21^{ème} siècle. Le PROJET concentrera des moyens spécifiques pour soutenir le développement de ces disciplines à la hauteur des standards internationaux.

Le deuxième axe porte sur le développement de 4 enjeux socio-économiques, au croisement des forces déjà présentes à Grenoble.

1. Planète et société durables ;
2. Santé, bien-être et technologie ;
3. Comprendre et soutenir l'innovation : culture, technologie, organisations ;
4. Numérique.

La feuille de route est exigeante. Toutes les Parties sont fortement mobilisées pour faire aboutir les transformations engagées, avec l'appui des communautés et sur l'élan créé de l'ambition commune.

En conséquence, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1ER : DEFINITIONS

Dans le présent Accord, les termes suivants, employés avec une lettre majuscule, indifféremment au pluriel ou au singulier, ont les significations respectives suivantes :

Accord : ensemble constitué par le présent accord de consortium ainsi que ses annexes et ses éventuels avenants.

Action : hormis pour les projets LABEX et IDEFI, la réalisation du PROJET se décline en Actions ; chaque Action est décidée par le COPIL IDEX.

Une Action se caractérise par :

- le ou les Volet(s) au(x)quel(s) elle est rattachée,
- un Opérateur,
- une personne physique désignée responsable de l'Action.

Elle donne lieu, si nécessaire, à la conclusion d'un accord spécifique entre les Parties impliquées qui, le cas échéant, définit la part de contributions de chacune des Parties affectées à l'exécution de l'Action.

Aide : aide accordée à l'Etablissement porteur par l'ANR pour le compte de l'Etat, pour la réalisation du PROJET, conformément à la Convention attributive.

ANR : Agence Nationale de la Recherche.

Brevets nouveaux : toute demande de brevet et brevet en découlant, portant sur des Résultats.

Commission exécutive (ou COMEX) : commission constituée par décision du COPIL IDEX et présidée par un Directeur exécutif. Il existe cinq COMEX : Recherche et Valorisation, Formation, Vie étudiante, Rayonnement social et culturel, Relations internationales. Sa composition et ses missions sont définies à l'article 8.4.

Coordinateur : personne physique qui assure la coordination du PROJET.

COPIL IDEX : Comité de pilotage du PROJET IDEX dont la composition, les missions et l'organisation sont définies à l'article 8.3.

Connaissance(s) Propre(s) : toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques ou autres, et notamment le savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les données, les logiciels (sous leur version code-source et code-objet), les brevets, les demandes de brevet, les dossiers, les plans, schémas, dessins, formules, et/ou tout autre type d'informations, sous quelque forme qu'elles soient, sur quelque support qu'elles soient, protégeables ou non, et/ou protégées ou non par un droit de propriété intellectuelle ainsi que tous les droits y afférents, nécessaires à l'exécution de l'Action et appartenant à une Partie avant la date de démarrage de l'Action et/ou développées par celle-ci indépendamment de l'Action, et/ou dont ils ont le droit de disposer.

Contribution : contributions en moyens humains, financiers, matériels, et/ou intellectuels que chaque Partie s'engage à mettre en œuvre pour la réalisation du PROJET IDEX et des Actions qui lui sont confiées.

Convention attributive : convention attributive d'aide conclue le 29 décembre 2017 entre d'une part l'Etat et l'ANR et d'autre part l'Etablissement porteur qui a pour objet de définir les modalités d'exécution et de financement du PROJET.

Convention de préfinancement : convention conclue le 18 juillet 2016 entre d'une part l'Etat et l'ANR et d'autre part l'Etablissement porteur pour une mise en œuvre opérationnelle rapide du PROJET. Elle préfigure la Convention attributive et attribue une avance forfaitaire de préfinancement de 13 000 000 € de crédits consommables durant la Période de préfinancement.

Convention de délégation : convention entre l'Etablissement porteur et un Opérateur pour déléguer la gestion opérationnelle d'un Volet ou d'une Action.

Directeur exécutif (ou DirEx) : personne physique désignée par le COPIL IDEX sur proposition du Coordinateur et nommée par arrêté du Président de l'Etablissement porteur, pour assurer la direction d'une commission exécutive. Ses missions sont définies à l'article 8.4.

Etablissement porteur : l'établissement signataire de la Convention attributive, à savoir la ComUE UGA. Ses missions sont décrites à l'article 6.

Informations confidentielles : informations et données de toute nature, notamment technique, scientifique, économique, financière, commerciale, comptable, tout plan, étude, prototype, matériel, audit, donnée expérimentale et test, dessins, représentation graphique, spécifications, savoir-faire, expérience, logiciel et programme, quels qu'en soient la forme, le support ou le moyen, incluant, sans limitation, les communications orales, écrites ou fixées sur un support quelconque, échangées entre les Parties et se rapportant directement ou indirectement

au PROJET. Les Informations Confidentielles doivent être désignées comme telles par la Partie émettrice, au moyen d'un tampon ou d'une légende explicite si elles sont communiquées par écrit, ou par une indication expresse de leur caractère confidentiel si elles sont divulguées oralement, ce caractère confidentiel devant être confirmé par écrit dans un délai maximal de trente (30) jours calendaires à compter de la date de la divulgation orale.

Indicateurs : indicateurs de performance relatifs aux objectifs et à la progression du PROJET, tels que mentionnés dans la Convention attributive et ses annexes ou décidés par le COPIL IDEX.

Logiciel : Tout programme d'ordinateur ainsi que la documentation associée et le matériel de conception préparatoire (algorithmes et spécifications fonctionnelles détaillées), le code source (liste des instructions d'un programme exprimées dans un langage compréhensible par l'homme), ainsi que le code objet (programme exécutable par un microprocesseur, obtenu par compilation et éventuellement, assemblage du code source).

Organisme valorisateur : Partie désignée, par les copropriétaires, dans un règlement de copropriété ou un accord d'indivision, en application du décret n° 2014-1518 du 16 décembre 2014 relatif aux modes de désignation et aux missions du mandataire prévu à l'article L 533-1 du code de la recherche.

Opérateur : Partie opératrice ou Opérateur extérieur.

Opérateur extérieur : toute personne morale de droit public ou privé, autre que l'une des Parties, désigné via une Convention de délégation conclue avec l'Etablissement porteur comme gestionnaire opérationnel d'une Action.

Part du PROJET d'une Partie : ensemble des Contributions d'une Partie dans la réalisation du PROJET.

Parties copropriétaires : Parties ayant développé conjointement un ou plusieurs Résultats communs.

Partie opératrice : Partie désignée comme gestionnaire opérationnel d'un Volet ou d'une Action par le COPIL IDEX agissant dans le cadre d'une Convention de délégation conclue avec l'Etablissement porteur.

Porteur(s) de l'Action : personne(s) physique(s), désignée(s) par la Partie opératrice ou l'Etablissement porteur lorsque ce dernier est responsable de la mise en œuvre de l'Action, pour être chargée(s) de la mise en œuvre opérationnelle et notamment de la production des livrables de l'Action.

PROJET ou **PROJET IDEX** : projet labellisé « Initiative d'excellence » sélectionné dans le cadre de l'Appel à projets IDEX/I-SITE (PIA 2), objet de la Convention attributive.

Le terme Projet avec un « P » majuscule inclut, sauf mention contraire, les projets avec un « p » minuscule de LABEX ou de projets IDEFI sélectionnés dans le cadre de l'appel à projets « Laboratoires d'excellence » ou « Initiatives d'excellence en formations innovantes » qui en sont parties intégrantes.

Projets IDEFI ou IDEFI : projets sélectionnés dans le cadre de l'action « Initiatives d'excellence en formations innovantes » dont la liste figurant à l'annexe 2 de la Convention attributive, reproduite en annexe 1 du présent Accord.

Projets LABEX (ou LABEX) : projets sélectionnés dans le cadre de l'appel à projets « Laboratoires d'excellence » dont la liste figurant à l'annexe 2 de la Convention attributive, reproduite en annexe 1 du présent Accord.

Quote part IDEX : La quote-part d'invention ou de création associée aux inventeurs ou auteurs recrutés sur financement IDEX.

Quote part Hors IDEX : La quote-part d'invention ou de création associée aux inventeurs ou auteurs excluant la Quote part IDEX.

Règlement financier ANR : règlement relatif aux modalités d'attribution des aides au titre de l'appel à projets « Initiatives d'excellence » de l'ANR et voté par son conseil d'administration et tel que publié sur son site.

Résultat(s) : toutes les informations ou connaissances techniques et/ou scientifiques issus des Actions, notamment les inventions, le savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les données, les bases de données, les logiciels, les dossiers, les plans, schémas, dessins, formules, matériels biologiques ou chimiques et/ou tout autre type de résultats, sous quelque forme qu'ils soient / protégeables ou non et/ou protégés ou non, et tous les droits de propriété intellectuelle en découlant, générés par une ou plusieurs Parties de l'Action, ou leurs sous-traitants.

Résultats communs : tout Résultat obtenu dans le cadre d'une Action conjointement par plusieurs Parties de l'Action sans qu'aucun d'entre eux ne soit en mesure d'en réclamer raisonnablement la pleine propriété.

Résultats propres : tout Résultat obtenu dans le cadre d'une Action par une Partie seule.

Reversement : quote-part de l'aide versée à l'Etablissement porteur et octroyée par ce dernier à un Opérateur pour la mise en œuvre opérationnelle de tout ou partie d'un Volet ou d'une Action. Lorsque le terme « reversement » est employé avec un « r » minuscule, il a le sens habituel de restitution partielle ou totale de l'aide à l'Etat par l'Etablissement coordinateur en raison d'un manquement à une obligation essentielle.

Volet : outre les Actions transversales, la réalisation du PROJET se décline en cinq volets : Recherche et Valorisation ; Formation, Vie étudiante ; Rayonnement social et culturel et Relations internationales, dont la mise en œuvre et le suivi sont assurées par les COMEX. S'y ajoute un volet Structure et Gouvernance, dont la mise en œuvre relève du COPIL IDEX

ARTICLE 2 : OBJET DE L'ACCORD

En application de l'article 2.4 du Règlement financier ANR, l'Accord a pour objet de préciser les droits et obligations de chaque Partie du PROJET, au regard notamment de la valorisation des résultats obtenus au terme des recherches et de leur propriété intellectuelle.

Il définit notamment :

- les modalités de partage des droits de propriété intellectuelle des Résultats obtenus et de valorisation des Résultats du PROJET obtenus au terme des Actions,
- le régime de publication et de diffusion des Résultats.

Le présent Accord s'applique au PROJET IDEX ; les LABEX et IDEFI font l'objet d'accords de consortium spécifiques.

ARTICLE 3 : NATURE DE L'ACCORD

Aucune Partie n'a le pouvoir d'engager les autres Parties, ni de créer des obligations à la charge d'aucune autre Partie, en dehors de l'Etablissement porteur dans le seul cadre de la mission qui lui est confiée et dans la limite des droits et obligations qui lui sont conférés par la Convention attributive.

Les Parties déclarent que l'Accord ne peut en aucun cas être interprété ou considéré comme constituant entre les Parties une entité juridique de quelque nature que ce soit.

L'Accord ne peut pas être interprété comme créant une solidarité entre les Parties, chacune d'entre elles reste seule responsable de l'exécution de ses propres obligations.

L'Accord est conclu intuitu personae. En conséquence, aucune Partie n'est autorisée à transférer à un tiers tout ou partie du présent Accord sans l'accord préalable et écrit des autres Parties.

ARTICLE 4 : DUREE DE L'ACCORD

L'Accord entre en vigueur à la date du début du PROJET, soit le 23 avril 2016, et se termine à la dernière date d'éligibilité des dépenses, telle que définie à l'article 4 de la Convention attributive ou de tout avenant prolongeant cette dernière.

Nonobstant l'échéance de l'Accord, les Parties resteront tenues par les termes de l'Accord pour la durée de chacune des Actions et par les termes des articles 9 « Propriété intellectuelle », 10 « Utilisation et exploitation des Connaissances Propres et Résultats » et 11 « Confidentialité - Publications » pour leur durée propre.

ARTICLE 5 : MODALITES D'EXECUTION DU PROJET

5.1 DISPOSITIONS GENERALES

Les Parties s'engagent à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation du PROJET et des Actions.

Les Opérateurs s'engagent, chacun en ce qui les concerne, à mettre en œuvre, dans les délais impartis, tous les moyens nécessaires à la réalisation des Volet(s) et/ou Action(s) qui leur sont confié(e)s sur décision du COPIL IDEX et conformément à une Convention de délégation signée avec l'Etablissement porteur.

Chaque Partie est tenue de faire part au Coordinateur de toutes les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de sa Part du PROJET, qui sont susceptibles d'en compromettre les objectifs, dans les meilleurs délais.

L'exécution de l'Accord de consortium est liée à celle de la Convention attributive. Dans l'hypothèse où les dispositions de la Convention attributive ne sont pas respectées, l'Etablissement porteur informe le Coordinateur qui convoque une réunion exceptionnelle du COPIL IDEX dans un délai de quinze (15) jours calendaires.

5.2 SOUS-TRAITANCE

Chaque Partie est pleinement responsable de la réalisation de la Part du PROJET qu'il sous-traite le cas échéant à un tiers, auquel il imposera les mêmes obligations que celles qui lui incombent au titre de l'Accord ou des accords spécifiques susceptibles d'en découler, notamment en termes de confidentialité.

Chaque Partie s'engage, dans ses relations avec ses sous-traitants, à prendre toutes les dispositions pour acquérir les droits de propriété intellectuelle sur les Résultats obtenus par lesdits sous-traitants dans le cadre d'une Action, de façon à ne pas limiter les droits conférés aux autres Parties dans le cadre de l'Accord ou des accords spécifiques susceptibles d'en découler. La Partie qui sous-traite devra s'assurer que son sous-traitant ne saurait prétendre à un quelconque droit de propriété intellectuelle ou d'exploitation au titre des articles 9 « Propriété intellectuelle » et 10 « Utilisation et exploitation des Connaissances Propres et Résultats ».

5.3 ACCUEIL DE PERSONNELS

Dans le cadre de l'exécution du PROJET, chaque Partie pourra accueillir du personnel d'une autre Partie dans ses locaux, dans des conditions à définir au cas par cas.

La présence de personnel d'une Partie dans les locaux d'une autre Partie pour les besoins d'exécution du PROJET ou d'une Action, obéit aux dispositions suivantes :

- elle doit faire l'objet de l'accord préalable de chaque Partie concernée, étant entendu que cet accord ne sera donné qu'en fonction des dates de disponibilité existant sur le site d'accueil et que tous les frais afférents à cet accueil seront à la charge de l'employeur dudit personnel ;
- le personnel doit respecter de manière générale les conventions d'accueil applicables entre les Parties et le règlement intérieur ainsi que toutes les règles générales ou particulières d'hygiène et de sécurité en vigueur sur leur lieu de travail et les directives qui leur sont notifiées par la Partie accueillante.

En tout état de cause, le personnel accueilli demeure sous l'autorité hiérarchique de son employeur qui reste également responsable en matière d'assurances et de couverture sociale.

5.4 MOYENS FINANCIERS

Chaque Opérateur reçoit, selon les modalités définies dans une Convention de délégation conclue avec l'Etablissement porteur, directement de l'Etablissement porteur la part de l'Aide correspondant au Volet ou l'Action qui lui a été délégué ainsi que les moyens décidés par le COPIL IDEX au titre de la gestion opérationnelle.

Chaque Partie opératrice peut établir en tant que de besoin des conventions de reversements pour l'exécution d'une Action.

Les montants prévisionnels de l'Aide allouée à chaque Action sont décidés par le COPIL IDEX.

Chaque Partie supporte individuellement les coûts nécessaires à l'exécution de sa Part dans chaque Action.

ARTICLE 6 : RESPONSABILITE DE L'ETABLISSEMENT PORTEUR

L'Etablissement porteur est l'interlocuteur unique de l'ANR ; il rend compte de l'état d'avancement du PROJET à l'ANR, il assure la diffusion des documents et plus généralement, relaie toutes les questions liées à l'exécution du PROJET ou des Actions.

Les responsabilités de l'Etablissement porteur sont les suivantes :

- 6.1. Mise en œuvre du PROJET selon la Convention attributive et le règlement financier de l'ANR.
- 6.2. Suivi des Conventions de délégation.
- 6.3. Suivi de la mise en œuvre des décisions du COPIL IDEX.
- 6.4. Versement de la part de l'Aide attribuée aux autres Parties au titre de leur participation ou de la gestion d'un volet et/ou d'une Action.
- 6.5. Diffusion aux autres Parties de toutes les informations et documents relatifs à l'exécution, au suivi et à la fin du PROJET.
- 6.6. Coordination administrative et financière pour notamment assurer :
 - la diffusion, dans un délai raisonnable et dans les deux sens, de toutes les correspondances d'intérêt commun,
 - la mise à jour et la diffusion du calendrier général du PROJET,
 - le contrôle de son exécution et la fourniture d'informations précises et synthétiques concernant les difficultés ou divergences entre les Parties en veillant à la mise en œuvre de la solution retenue par le COPIL IDEX,
 - la consultation de l'ANR sur les conséquences du retrait, de la défaillance d'une Partie ou de l'adhésion d'une nouvelle entité au PROJET, conformément aux conditions définies à l'article 12 « Responsabilité – Assurances ».

ARTICLE 7 : ENGAGEMENTS DES PARTIES (HORS ETABLISSEMENT PORTEUR)

Afin de permettre à l'Etablissement porteur de remplir ses obligations, chaque Partie s'engage à :

- 7.1. fournir à l'Etablissement porteur tous les éléments de réponse relatifs aux Indicateurs, dont la liste est fixée par le COPIL IDEX, et aux demandes éventuelles de l'ANR dans des délais compatibles avec les délais impartis par l'ANR ;
- 7.2. porter à la connaissance de l'Etablissement porteur l'état d'avancement de sa Part du PROJET, selon une périodicité à définir d'un commun accord au sein du COPIL IDEX et le prévenir sans délai de toute difficulté susceptible de compromettre l'exécution normale du PROJET,
- 7.3. transmettre à l'Etablissement porteur, à sa demande, les éléments nécessaires à l'établissement des comptes rendus intermédiaires d'avancement et de fin de PROJET, les relevés des dépenses destinés à l'ANR,
- 7.4. affecter l'intégralité du (des) Reversement(s) à la réalisation exclusive des Actions correspondantes et garantir que les dépenses sont éligibles selon le Règlement financier ANR.

ARTICLE 8 : GOUVERNANCE DU PROJET

8.1 DISPOSITIONS GENERALES

La gouvernance du PROJET repose sur l'action concertée entre le Coordinateur et le COPIL IDEX afin de garantir une prise de décision rapide, la concentration des moyens sur les objectifs clés et une mise en œuvre efficace des Actions du PROJET.

Elle est organisée sur trois niveaux :

- stratégique, sous la responsabilité du COPIL IDEX, présidé par le Coordinateur ;
- exécutif, sous la responsabilité des Commissions exécutives et des Directeurs exécutifs ;
- opérationnel, sous la responsabilité d'un Opérateur ou de l'Etablissement porteur lorsque ce dernier a été désigné gestionnaire opérationnel d'un Volet ou d'une Action par le COPIL IDEX.

8.2 LE COORDINATEUR

En vertu de l'article 1^{er} de la Convention de préfinancement, le PROJET est placé sous la responsabilité nominative de Patrick Lévy.

En cas de manquement à ses obligations au titre de l'Accord, de vacance ou d'empêchement temporaire ou définitif, un suppléant ou un successeur est désigné par le COPIL IDEX après avis conforme de l'ANR.

Les rôles entre le Coordinateur et le Président de l'Etablissement porteur se répartissent comme suit :

Le Coordinateur :	Le Président de l'Etablissement porteur :
préside et convoque le COPIL IDEX et en fixe l'ordre du jour	est responsable de fournir les moyens logistiques et organisationnels qui permettent l'organisation et le fonctionnement du COPIL IDEX
propose au COPIL IDEX la désignation des Directeurs exécutifs	signe les arrêtés de nomination (et de cessation de fonctions) des Directeurs exécutifs
invite ou sollicite l'ANR sur toute question ou difficulté dans la réalisation du PROJET	
convoque ou sollicite les membres du Comité Scientifique International	

8.3 LE COPIL IDEX

8.3.1 Missions du COPIL IDEX

Le COPIL IDEX est en charge de la gouvernance stratégique du PROJET. Ses missions incluent notamment :

- le pilotage stratégique du PROJET et la mise en œuvre des engagements et objectifs,
- la supervision de la mise en œuvre des Actions et de la trajectoire du PROJET,
- la supervision du respect de l'Accord et des Conventions de délégation par les Parties,
- la validation des Actions, préalablement à leur lancement,
- l'affectation du budget du PROJET,
- la proposition aux Parties de la modification de l'Accord, sous réserve de l'approbation de l'ANR lorsqu'elle est requise, en ce compris le retrait d'une Partie, l'exclusion d'une Partie défaillante ou l'insertion d'une nouvelle Partie pour la réalisation du Projet, la résiliation de plein droit ou le renouvellement de l'Accord,
- l'examen et la validation des bilans budgétaires.

Il est l'organe de concertation entre les Parties, notamment en cas de difficulté ou de litige. Il permet, en outre, aux Parties de s'informer des mesures prises par chacune d'entre elles pour la mise en œuvre opérationnelle du PROJET.

8.3.2 Composition du COPIL IDEX

Le COPIL IDEX est présidé par le Coordinateur ou, en cas d'impossibilité, par un représentant désigné par lui à cet effet.

Le COPIL IDEX est composé de douze (12) membres : le Coordinateur et les onze (11) représentants des Parties, chefs d'établissements ou leurs représentants ; chacun disposant d'une voix. Chaque Partie peut désigner un suppléant pour remplacer son représentant en cas d'absence ; le suppléant doit disposer des mêmes pouvoirs.

Le COPIL IDEX peut valablement prendre ses décisions dès lors qu'un quorum des deux tiers (2/3) des membres votants est réuni ou représenté.

Le Coordinateur qui cumule la présidence du COPIL IDEX avec un autre mandat au sein de ce COPIL ne dispose toujours que d'une (1) seule voix.

Les membres du COPIL IDEX peuvent se faire assister de tout spécialiste de leur choix, sous réserve d'en informer préalablement le Président du COPIL IDEX et à condition que ces personnes, si elles n'appartiennent pas au personnel des Parties, souscrivent un engagement de confidentialité conforme aux stipulations de l'article 11 « Confidentialité – Publications » ci-après ainsi qu'un engagement de non conflit d'intérêt, préalablement à leur participation au COPIL IDEX. Ces personnes n'interviennent que pour les seuls sujets justifiant leur participation. Un membre du COPIL IDEX peut s'opposer à la présence d'un spécialiste s'il justifie que la présence dudit spécialiste est de nature à porter préjudice grave à ses activités, du fait par exemple de la relation concurrentielle entre ce membre et le spécialiste ou son employeur.

8.3.3 Décisions du COPIL IDEX

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés, sans droit de veto. Les votes ont lieu à main levée. En cas de partage égal des voix, le Coordinateur a voix prépondérante. Lorsque la décision porte sur le retrait ou l'exclusion d'une Partie, cette dernière ne prend pas part au vote.

Les Directeurs exécutifs participent aux séances du COPIL IDEX avec voix consultative. La direction générale des services de l'Etablissement porteur y assiste. La direction générale des services et les personnes invitées ne prennent pas part au vote.

L'ANR peut être invitée par le Coordinateur et être consultée par le COPIL IDEX sur toute question relative au PROJET.

Le COPIL IDEX se réunit au minimum six (6) fois par an sur convocation du Coordinateur, adressée dans un délai préalable de quinze (15) jours calendaires. Les membres du COPIL IDEX peuvent, en respectant des délais identiques, demander au Coordinateur d'organiser une réunion du COPIL et ou proposer des points d'Ordre du jour. Le Coordinateur dresse l'ordre du jour et le diffuse aux membres du COPIL IDEX par voie électronique dans un délai préalable de cinq (5) jours calendaires. Tous les documents préparatoires à la réunion du COPIL IDEX, qui doivent donner lieu à une décision, sont transmis au moins deux (2) jours ouvrés avant la séance. Les décisions du COPIL IDEX sont exécutoires immédiatement. Les comptes rendus sont soumis aux membres dans un délai de trois (3) semaines et validés lors de la séance suivante.

Le fonctionnement du COPIL IDEX est assuré par les services de l'Etablissement porteur.

8.4 LE COMITE SCIENTIFIQUE INTERNATIONAL

Un Comité Scientifique International (International Scientific Committee, ISC) conseille le COPIL IDEX. Ses membres sont désignés par décision du COPIL IDEX. Le Coordinateur convoque les membres de l'ISC aux fins de conseil et d'orientation stratégique afférents au PROJET. Ils sont soumis au respect de la confidentialité des échanges et des données relative au PROJET.

8.5 LES COMMISSIONS EXECUTIVES

Pour garantir la cohérence stratégique des Actions de l'IDEX avec le PROJET dans son ensemble, le COPIL IDEX s'appuie sur une Commission exécutive par Volet.

Chaque Commission exécutive est composée a minima :

- d'un Directeur exécutif et, le cas échéant, d'un co-directeur exécutif, responsable(s) de la gouvernance opérationnelle du Volet ;
- d'un représentant de chacune des Parties, désignés par les chefs d'établissements.

Chaque Commission exécutive propose au COPIL IDEX un ensemble d'actions à réaliser dans le cadre du Volet qui lui est confié.

Chaque Commission exécutive assure le suivi de la mise en œuvre du Volet qui lui est confié et coordonne, avec le Directeur exécutif, l'équipe opérationnelle dédiée au Volet. Elle est responsable, sous l'autorité du COPIL IDEX, de la stratégie du PROJET pour le Volet correspondant et de la supervision des projets financés.

Les Commissions exécutives se réunissent sur convocation de leur Directeur exécutif qui en dresse l'ordre du jour et le diffuse aux membres au moins deux jours ouvrés avant la séance.

Le Directeur exécutif assure la supervision et le suivi de la mise en œuvre opérationnelle du volet qu'il dirige.

Les décisions des Commissions exécutives sont prises à la majorité des membres présents ou représentés, sans droit de veto. Le mode de votation ordinaire est le vote à main levée. Le vote à bulletin secret a lieu à la demande d'au moins le tiers des membres présents. A titre exceptionnel, le Directeur exécutif peut soumettre une décision au vote électronique. Pour cela, les membres reçoivent un mail exposant la situation, le motif du vote électronique et les choix soumis au vote ; le Directeur exécutif rend compte lors de la séance suivante. Chacune des Parties présentes ou représentées dispose d'une (1) voix au sein des COMEX. En cas de partage égal des voix, le Directeur exécutif a voix prépondérante. Les comptes rendus sont validés lors de la séance suivante.

Les Commissions exécutives peuvent inviter tout spécialiste ou expert à participer aux discussions en séance, sous les mêmes conditions de confidentialité que celles édictées à l'alinéa 6 de l'article 8.3 ; les personnes invitées ne prennent pas part au vote.

La Commission exécutive Recherche peut se réunir en formation élargie, comprenant en supplément les Directeurs des six (6) Pôles de recherche de la ComUE UGA, ou leur adjoint, et d'un représentant du CEA au titre des Instituts LITEN et LETI, avec voix consultatives.

ARTICLE 9 : PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le personnel, dont le salaire est financé sur le budget du PROJET et qui est salarié d'une Partie Opératrice, peut générer des Résultats dans le cadre de la réalisation des Actions. En vertu de l'attribution légale des droits de propriété intellectuelle, l'employeur de ce personnel, donc dans ce cas, la Partie Opératrice, en est propriétaire. Etant donné ceci, les Parties ont convenu de mettre en place un mécanisme de répartition entre les Parties de la part de la propriété intellectuelle générée par les personnels recrutés par une Partie opératrice sur financement IDEX (la « Quote- part IDEX ») tel qu'indiqué ci-dessous (ci-après « mécanisme de neutralisation »). A la suite de l'application de ce mécanisme de neutralisation, tel que décrit en article 9.1, les différents accords et conventions existants entre les Parties pourront être appliqués ou, à défaut, les dispositions des articles 9.2 à 9.4 s'appliqueront, ou les Parties concernées pourront décider de mettre en place entre elles des accords spécifiques.

9.1 REGLES CONCERNANT LE MECANISME DE LA NE UTRALISATION DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE ENTRE LES PARTIES

Les Parties conviennent que la Partie Opératrice, nonobstant les règles légales d'attribution des droits de propriété intellectuelle sur les Résultats issus des Actions, ne peut pas revendiquer l'attribution de droits de propriété sur lesdits Résultats au titre de sa seule qualité de Partie opératrice.

Plusieurs cas sont distingués et définis ci-après :

1. L'Opérateur est une Partie

Cas 1 : Parmi les inventeurs ou auteurs qui ont généré le Résultat, il y a au moins un personnel d'une des Parties hors la Partie opératrice en tant que telle

Il s'agit donc d'un Résultat généré par des inventeurs ou auteurs parmi lesquels il y a des personnels des Parties hors la Partie opératrice en tant que telle.

Les Parties copropriétaires signeront, avant toute exploitation, un règlement régissant la copropriété des Résultats communs et reprenant, pour ce qui concerne les Résultats communs brevetables et/ou les droits d'auteur, les principes d'utilisation et d'exploitation exposés ci-dessous.

La quote-part d'invention ou de création des inventeurs ou auteurs est actée au travers d'une fiche de répartition signée par les inventeurs et/ou auteurs, qui doit distinguer en particulier la Quote-part IDEX (qui peut être égale à 0) et la Quote-part hors IDEX.

S'il existe plusieurs Parties copropriétaires de la Quote-part hors IDEX, sa répartition est définie entre les Parties copropriétaires concernées.

Cette répartition est appliquée à la Quote-part IDEX. En particulier, s'il n'existe qu'une Partie propriétaire de la Quote-part hors IDEX, la Quote-part IDEX lui est attribuée.

Il est entendu qu'en cas de valorisation de Résultats issus de l'Action, un Organisme valorisateur, chargé d'effectuer les formalités de dépôt, d'extension et de maintien en vigueur des Résultats communs, sera désigné parmi les Parties copropriétaires dans un règlement de copropriété, en application du décret n° 2014-1518 du 16 décembre 2014 relatif aux modes de désignation et aux missions du mandataire prévu à l'article L 533-1 du code de la recherche.

Par ailleurs, ce règlement de copropriété indiquera notamment comment la part d'intéressement

de(s) inventeur(s)/auteur(s) recruté(s) par la Partie opératrice sur financement IDEX sera traitée et reversée à la Partie opératrice, ce dans le but de respecter les dispositions et les règles relatives à l'intéressement des inventeurs ou auteurs concernés.

Cas 2 : Parmi les inventeurs ou auteurs qui ont généré le Résultat, il n'y a que du personnel de la Partie opératrice en tant que telle

Les inventeurs ou auteurs sont identifiés au travers d'une fiche de répartition signée par les inventeurs et/ou auteurs.

Le COPIL IDEX sera saisi par le Porteur de l'Action ou son employeur afin de définir une répartition de la Quote part IDEX entre la ou les Parties participantes à l'Action. Dans les cas où il y a plusieurs Parties participantes à l'Action, elles pourront devenir copropriétaires des Résultats. Il est entendu que l'Organisme valorisateur sera désigné parmi les Parties copropriétaires dans un règlement de copropriété, en application du décret n° 2014-1518 du 16 décembre 2014 relatif aux modes de désignation et aux missions du mandataire prévu à l'article L 533-1 du code de la recherche.

Ce règlement de copropriété indiquera notamment comment la part d'intéressement de(s) inventeur(s)/auteur(s) recruté(s) par la Partie opératrice sur financement IDEX sera traitée et reversée à la Partie opératrice, ce dans le but de respecter les dispositions et les règles relatives à l'intéressement des inventeurs ou auteurs concernés.

2. L'Opérateur est un Opérateur extérieur

La convention conclue entre l'Etablissement porteur et l'Opérateur extérieur, désignant celui-ci comme gestionnaire de l'Action, définit vers quelle(s) Partie(s) la propriété intellectuelle relative aux Résultats concernés est cédée et comment les dispositions et les règles de l'employeur de ces inventeurs ou auteurs concernant l'intéressement seront respectées.

9.2 CONNAISSANCES PROPRES

Chaque Partie est et reste propriétaire de ses Connaissances Propres.

Aucune disposition de l'Accord n'interdit à la Partie titulaire des droits de propriété sur les Connaissances Propres de les utiliser et/ou les exploiter directement ou indirectement de quelque manière que ce soit pour elle-même ou avec tout tiers de son choix.

L'Accord n'emporte aucune cession ou licence de plein droit par une Partie sur ses Connaissances Propres au profit d'une autre Partie. L'Accord n'a pas pour effet de transférer, modifier ou altérer les droits de propriété intellectuelle sur les Connaissances Propres détenues par chacune des Parties.

9.3 RESULTATS PROPRES

Les Résultats propres sont la propriété de la Partie qui les a générés.

Les éventuels brevets nouveaux et autres titres de propriété intellectuelle sur lesdits Résultats sont déposés à ses seuls frais et risques, à son seul nom et à sa seule initiative.

9.4 RESULTATS COMMUNS

9.4.1 Dispositions communes à tous les Résultats communs

Sauf convention expresse entre les Parties copropriétaires, les Résultats communs seront par principe détenus par les Parties copropriétaires à parts égales.

Toutefois, les Parties copropriétaires à l'origine d'un Résultat commun pourront se concerter afin d'en attribuer la propriété à l'une ou plusieurs d'entre elles.

Les Parties copropriétaires signeront, avant toute exploitation, un règlement régissant la copropriété des Résultats communs et reprenant, pour ce qui concerne les Résultats communs

brevetables et/ou les droits d'auteur, les principes d'utilisation et d'exploitation exposés ci-dessous.

Dans le cas où les Résultats seraient générés par le personnel d'une ou de plusieurs structures communes de recherche dénuées de la personnalité morale (unité mixte de recherche,...), ils seront qualifiés de Résultats communs et devront faire l'objet d'un règlement de copropriété entre les Parties concernées.

Lorsque plusieurs personnes publiques sont à l'origine d'une même invention, les dispositions du décret n° 2014-1518 du 16 décembre 2014 relatif au mode de désignation et aux missions du mandataire prévu à l'article L. 533-1 du code de la recherche s'appliquent.

9.4.2 Résultats communs brevetables

9.4.2.1 Gestion et procédure

Les Parties copropriétaires de Résultats communs décideront si ces derniers doivent faire l'objet de demandes de brevets déposées à leurs noms conjoints et désigneront parmi eux un Organisme valorisateur chargé d'effectuer les formalités de dépôt, d'extension et de maintien en vigueur.

Chaque Partie copropriétaire s'engage :

- à ce que les noms des inventeurs soient mentionnés, à moins que ces derniers ne s'y opposent ;
- à ce que son personnel respectif, cité comme inventeur, donne toutes les signatures et accomplisse toutes les formalités nécessaires au dépôt, au maintien et à la défense desdits brevets.

Les frais de dépôt, d'obtention et de maintien en vigueur des brevets en copropriété sont supportés par l'Organisme valorisateur à titre d'avance et sera remboursé prioritairement sur les revenus d'exploitation.

9.4.2.2 Renonciation

Si l'une des Parties copropriétaires de Résultats communs renonce à déposer ou, après avoir été partie à des dépôts de Brevets nouveaux, renonce à poursuivre une procédure de délivrance ou à maintenir en vigueur un ou plusieurs Brevets nouveaux dans un ou plusieurs pays, elle devra en informer l'Organisme valorisateur en temps opportun pour que celui-ci dépose aux seuls noms des Parties copropriétaires restantes, poursuive la procédure de délivrance ou le maintien en vigueur des Brevets nouveaux à ses seuls frais.

Une Partie copropriétaire sera réputée avoir abandonné ses droits sur un ou plusieurs Brevets nouveaux, si elle ne répond pas dans un délai de soixante (60) jours calendaires après la réception d'une lettre recommandée avec avis de réception lui demandant de faire connaître sa décision sur ce point, adressée par l'Organisme valorisateur chargé d'effectuer les formalités de dépôt et de maintien en vigueur des brevets, désigné conformément au premier paragraphe de l'article 9.4.2.1.

La Partie copropriétaire qui s'est désistée ou a abandonné ses droits conformément aux alinéas précédents s'engage à signer ou à faire signer toutes pièces nécessaires pour permettre aux autres Parties copropriétaires de devenir seules copropriétaires du ou des Brevets nouveaux dans le ou les pays concernés.

La Partie copropriétaire renonçante ne pourra prétendre à aucune compensation pour l'exploitation des Brevets nouveaux par les autres Parties copropriétaires dans les pays où elle a abandonné la procédure.

9.4.2.3 Cession de quote-part de copropriété

Chaque Partie copropriétaire peut céder librement tout ou partie de sa quote-part de copropriété sur les Brevets nouveaux ou demandes de brevet correspondants.

Préalablement à toute cession de sa quote-part, le cédant doit notifier son intention de cession aux autres Parties copropriétaires par lettre recommandée avec avis de réception. Les autres Parties copropriétaires bénéficient en ce cas d'un droit de préemption qu'ils doivent exercer, sous peine de déchéance, dans un délai de deux (2) mois à compter de la notification de l'intention de cession par le cédant.

En cas d'exercice du droit de préemption par les autres Parties copropriétaires, la transaction sera réalisée aux conditions initialement notifiées par le cédant, comme indiqué ci-dessus.

A l'expiration de ce délai et faute d'exercice du droit de préemption par les autres Parties copropriétaires, le cédant bénéficie de plein droit de l'autorisation de cession à un tiers.

Dans l'acte de cession, le cédant portera à la connaissance du tiers cessionnaire, qui les acceptera, les droits et obligations qui sont contenus dans l'Accord notamment eu égard à l'exploitation des Connaissances Propres et des Résultats telle que décrite à l'article 10 « Utilisation et exploitation des Connaissances Propres et Résultats ». Le cessionnaire sera subrogé dans les droits et obligations du cédant. Une copie de l'acte de cession sera communiquée aux autres Parties copropriétaires.

9.4.2.3 Défense des Brevets nouveaux

Au cas où l'une des Parties copropriétaires suspecterait la contrefaçon d'un Brevet nouveau, les Parties copropriétaires se consulteront sur l'opportunité d'entamer ensemble une action en contrefaçon.

Dans le cas où un accord ne pourrait être obtenu entre les Parties copropriétaires dans un délai de soixante (60) jours calendaires à compter de la notification par l'un des Parties copropriétaires aux autres Parties copropriétaires des actes de contrefaçon d'un tiers, chacune des Parties copropriétaires pourra exercer, sous sa propre responsabilité, à ses frais et à son entier profit, toutes actions qu'il jugera utiles.

Aucune des Parties copropriétaires ayant participé à de telles actions ne sera redevable de la moindre garantie à l'égard des autres Parties copropriétaires quant aux conséquences dommageables de telles actions et notamment en cas d'annulation de tout ou partie des Brevets nouveaux.

9.4.3 Résultats communs relevant du droit d'auteur (y compris les Logiciels)

Un accord d'indivision établi entre les indivisaires, conformément au troisième alinéa de l'article 9.4.1, définit les droits détenus par les Parties copropriétaires concernées notamment au regard de la spécificité des Résultats communs obtenus et des conditions d'accès et d'utilisation qu'elles souhaitent se réserver.

Chaque Partie copropriétaire fait son affaire pour les Résultats communs relevant du droit d'auteur qui ne sont pas des Logiciels, d'obtenir la cession de l'intégralité des droits patrimoniaux appartenant aux personnes physiques auteur de Résultats communs.

Les Parties copropriétaires détiendront sur les œuvres, les droits d'utilisation, de reproduction, d'adaptation et de mise sur le marché tels que définis ci-après :

- **Le droit d'utilisation** comporte notamment le droit d'utiliser les œuvres pour tous usages, à des fins de recherche et de développement ou d'exploitation, pour les besoins propres du cessionnaire ou au profit de tiers.
- **Le droit de reproduction** comporte notamment le droit de procéder à toutes reproduction nécessaire aux actes de chargement, affichage sur écran, exécution,

transmission, stockage, le droit de reproduire ou de faire reproduire les œuvres, par tous moyens, sous formes et sur tous supports connus ou inconnus à ce jour, notamment informatiques (disquettes, CD-Rom, disques durs), papier (documentation technique) ou sur tous réseaux analogiques ou numériques, privés ou ouverts au public (Internet, Intranet), nationaux et/ ou internationaux,

- **Le droit de représentation** comporte notamment le droit de communiquer tout ou partie des œuvres au public, par tous procédés quels qu'ils soient notamment sur tous supports connus ou à découvrir, et notamment sur les réseaux tels que Internet, intranet et extranet, en tous pays, par tous procédés inhérents à ce mode d'exploitation et notamment par vidéogramme ou vidéodisque, et notamment à des fins de démonstration,
- **Le droit d'adaptation** comporte notamment le droit d'adapter en tout ou partie, d'arranger, de corriger les erreurs, de traduire en tout langage, ou de modifier de toute autre façon les œuvres, notamment par suppression, ajout, intégration totale ou partielle dans un autre Logiciel, et de reproduire, utiliser et mettre sur le marché comme défini au présent article les œuvres,
- **Le droit de mise sur le marché** comporte le droit de commercialiser les œuvres, de les distribuer, louer à titre gratuit ou onéreux, prêter ou d'assurer toute prestation de service utilisant directement ou indirectement les œuvres et/ou d'accorder à des tiers, tant en France qu'à l'étranger par voie de cession ou de concession de licence, simple ou exclusive, sous réserve dans ce dernier cas d'avoir obtenu l'accord écrit et préalable des autres Parties copropriétaires dans les conditions fixées dans l'accord d'indivision et d'exploitation y afférent, transférable ou non transférable, à titre gratuit ou onéreux, tout ou partie des droits d'utilisation, de reproduction, d'adaptation et/ou de mise sur le marché des œuvres tels que définis ci-dessus.

ARTICLE 10 : UTILISATION ET EXPLOITATION DES CONNAISSANCES PROPRES ET RESULTATS

L'ensemble des règles relatives à l'utilisation et l'exploitation des Connaissances Propres et Résultats, objet du présent article, constituent un régime par défaut. Les Parties ont la faculté d'y déroger au titre d'accords préexistants ou dans le cadre d'un accord spécifique afférent.

Dans cette dernière hypothèse, les Parties s'engagent à négocier entre elles les termes dudit accord dans le respect de la communication de la Commission Européenne relative à l'encadrement communautaire mentionné aux présentes. Tout accord dérogatoire sera transmis à l'Etablissement porteur.

10.1 CONNAISSANCES PROPRES

10.1.1 Utilisation aux fins d'exécution dans le PROJET et dans chaque Action

Pour les besoins de l'exécution de la Part dans le PROJET et dans chaque Action et à cette seule fin, chacune des Parties pourra utiliser, sans contrepartie financière, les Connaissances Propres d'une autre Partie. Ces Connaissances Propres seront communiquées par la Partie détentrice, sur demande expresse de la Partie ayant besoin de les utiliser, sous réserve du droit des tiers ; elles devront être traitées comme des Informations Confidentielles conformément aux termes de l'article 11 « Confidentialité – Publications ».

Plus particulièrement, lorsque les Connaissances Propres sont des Logiciels, la Partie qui les reçoit en application du présent article ne pourra les utiliser que sur ses propres matériels et ne sera autorisée à réaliser, outre une copie de sauvegarde, que la reproduction strictement nécessaire au chargement, affichage, exécution, transmission, stockage de ces Logiciels et aux

seules fins de son utilisation pour la réalisation de sa Part dans le PROJET et dans chaque Action.

10.1.2 Utilisation aux fins d'exploitation des Résultats

Pendant la durée de l'Action et douze (12) mois après son terme et sous réserve des droits des tiers et des éventuelles restrictions, chaque Partie s'engage à concéder aux autres Parties, par acte séparé et sur demande écrite, une licence sur ses Connaissances Propres lorsqu'elles sont nécessaires à l'exploitation, par la Partie qui en fait la demande expresse, de ses Résultats ou des Résultats sur lesquels elle a obtenu des droits d'exploitation.

La Partie détentrice s'engage à concéder lesdites licences à des conditions commerciales normales pour le secteur d'application considéré.

Une licence sera signée entre les Parties concernées préalablement à toute exploitation. Ces droits seront non exclusifs, non cessibles et sans droit de sous licence sauf accord préalable et écrit de la Partie détentrice.

A l'issue du délai de douze(12) mois visé ci-dessus, l'engagement susvisé prendra fin.

10.2 RESULTATS

Chaque Partie peut librement utiliser, exploiter et/ou faire exploiter ses Résultats propres sous réserve des stipulations ci-dessous.

10.2.1 Utilisation aux fins d'exécution dans le PROJET et dans chaque Action

Chacune des Parties concède aux autres Parties, un droit non exclusif, non cessible, sans faculté de sous-licence et sans contrepartie financière de ses Résultats aux seules fins de l'exécution de leur Part dans le PROJET et dans chaque Action.

Les conditions d'exercice de ce droit d'utilisation seront les mêmes que celles prévues à l'article 10.1 ci-dessus pour l'utilisation des Connaissances Propres.

10.2.2 Utilisation aux fins de recherche, enseignement, formation

Chaque Partie s'engage à concéder aux autres Parties qui en font la demande, un droit d'utilisation de ses Résultats, sans contrepartie financière exclusivement pour leurs besoins propres de recherche (seule ou en collaboration avec d'autres Parties et/ou des tiers, à l'exclusion de tiers industriels), d'enseignement, de formation (y compris de formation continue).

A moins que les Parties en conviennent autrement, cette demande devra être faite par écrit pendant la durée de chaque Action ou douze (12) mois après son terme et la concession fera l'objet d'un acte écrit séparé. La Partie détentrice ne peut s'y opposer, sauf intérêts légitimes.

10.2.3 Exploitation des Résultats

Les Parties copropriétaires de Résultats communs préciseront les modalités d'exploitation de ceux-ci dans le cadre du règlement de copropriété mentionné à l'article 9.4.1 ci-dessus.

Les Parties s'engagent à prendre toutes les mesures appropriées, notamment à l'égard de leur personnel et/ou de leurs sous-traitants éventuels, leur permettant d'accorder aux autres Parties des droits d'exploitation et d'utilisation des Résultats dans les conditions prévues à l'Accord.

Pendant la durée de l'Action et douze (12) mois après son terme et sous réserve des droits des tiers et des éventuelles restrictions, chaque Partie s'engage à concéder aux autres Parties participant à la même Action, par acte séparé et sur demande écrite, une licence sur ses Résultats lorsqu'ils sont nécessaires à l'exploitation, par la Partie qui en fait la demande expresse, de ses

Résultats ou des Résultats sur lesquels elle a obtenu des droits d'exploitation.

La Partie détentrice s'engage à concéder lesdites licences à des conditions commerciales normales pour le secteur d'application considéré.

Une licence sera signée entre les Parties concernées préalablement à toute exploitation. Ces droits seront non exclusifs, non cessibles et sans droit de sous licence sauf accord préalable et écrit de la Partie détentrice.

A l'issue du délai de douze (12) mois visé ci-dessus, l'engagement prendra fin.

ARTICLE 11 : CONFIDENTIALITE - PUBLICATIONS

11.1 CONFIDENTIALITE

11.1.1 Chacune des Parties, pour autant qu'elle soit autorisée à le faire, transmettra aux autres Parties, les seules Informations Confidentielles qu'elle juge nécessaires à la poursuite des objectifs décrits dans le PROJET et dans chaque Action.

Aucune disposition de l'Accord ne peut être interprétée comme obligeant l'une des Parties à divulguer des Informations Confidentielles à une autre Partie.

11.1.2 La Partie qui reçoit une Information Confidentielle (ci-après désignée la « Partie récipiendaire ») d'une autre Partie (ci-après désignée la « Partie émettrice ») s'engage, pendant la durée de l'Accord et pendant les cinq (5) ans qui suivent son terme ou sa résiliation, quelle qu'en soit la cause, à ce que les Informations Confidentielles émanant de la Partie émettrice:

- a) soient protégées et gardées strictement confidentielles ;
- b) ne soient communiquées qu'aux seuls membres de son personnel, ou à ses sous-traitants ayant à en connaître pour l'exécution du PROJET ou d'une Action et sous réserve qu'ils soient tenus d'obligations de confidentialité au moins aussi strictes que celles résultant des présentes ;
- c) ne soient utilisées par lesdites personnes visées au b) ci-dessus que dans le but défini par l'Accord ;
- d) ne soient copiées, reproduites ou dupliquées totalement ou partiellement qu'aux fins de réalisation du PROJET ou des Actions en découlant.

Toutes les Informations Confidentielles et leurs reproductions, transmises par une Partie à une autre Partie, resteront la propriété de la Partie émettrice sous réserve des droits des tiers et devront être restituées à ce dernier ou détruite sur sa demande, à l'exception d'une copie qui pourra être conservée à des seules fins d'archivage.

En tout état de cause, la Partie récipiendaire reste responsable vis-à-vis de la Partie émettrice du respect par ses sous-traitants des obligations prévues au présent article 11.1.2.

11.1.3 La Partie récipiendaire n'aura aucune obligation et ne sera soumise à aucune restriction eu égard à toutes les Informations Confidentielles dont elle peut apporter la preuve :

- a) qu'elles sont entrées dans le domaine public préalablement à leur divulgation ou après celle-ci mais dans ce cas en l'absence de toute faute de la Partie récipiendaire ;
- b) qu'elles étaient licitement en sa possession avant qu'elles les aient reçues de la Partie émettrice ;
- c) qu'elles ont été reçues de manière licite d'un tiers sans être assorties d'une quelconque obligation de confidentialité;
- d) que leur utilisation ou communication a été autorisée par écrit par la Partie émettrice ;
- e) qu'elles ont été développées de manière indépendante et de bonne foi par des

personnels de la Partie récipiendaire sans qu'ils aient eu accès à ces Informations Confidentielles.

Dans le cas où la communication d'Informations Confidentielles est imposée par l'application d'une disposition légale ou réglementaire ou dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative ou arbitrale, cette communication doit être limitée au strict nécessaire. La Partie récipiendaire s'engage à informer immédiatement et préalablement à toute communication la Partie émettrice afin de permettre à cette dernière de prendre les mesures appropriées à l'effet de préserver leur caractère confidentiel.

11.1.4 Sans préjudice des articles 9 et 10, il est expressément convenu entre les Parties que la communication entre elles d'Informations Confidentielles, au titre de l'Accord, ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant de manière expresse ou implicite à la Partie récipiendaire un droit quelconque, notamment de propriété intellectuelle (sous forme d'une licence ou par tout autre moyen) sur les Informations Confidentielles.

11.1.5 Les Parties ne sauraient se prévaloir des stipulations du présent article pour restreindre toute communication à l'Etablissement porteur d'informations requises par celui-ci pour l'accomplissement de ses obligations notamment vis-à-vis de l'ANR ou encore de l'Etat.

11.2 PUBLICATIONS – COMMUNICATIONS

11.2.1 L'Etablissement porteur est responsable des actions de communication générale sur le PROJET.

Chaque Partie est libre de communiquer de façon générale sur le PROJET, à l'exclusion de toute communication, publication ou présentation sur des Résultats ou Connaissances Propres d'autres Parties.

Chaque Partie montrera toute diligence afin de promouvoir la marque commune Univ. Grenoble Alpes selon les modalités décidées en COPIL IDEX.

Dans le respect des stipulations de l'article 11.1, tout projet de communication ou de publication, présentation sous quelque support ou forme que ce soit, relatif à une Action portant sur des Résultats ou les Connaissances Propres d'autres Parties doit recevoir, pendant la durée de l'Accord et les deux (2) ans qui suivent son expiration ou sa résiliation, l'accord préalable écrit des Parties concernées, demandé par toute voie écrite permettant un avis de réception.

La Partie ayant l'intention de publier ou de faire une communication doit envoyer son projet de publication aux autres Parties concernées trente (30) jours calendaires au moins avant la date de publication ou de communication prévue.

Les Parties concernées doivent rendre leur décision dans un délai maximal de trente (30) jours calendaires à compter de la date de la demande.

Cette décision peut consister :

- à accepter sans réserve le projet de communication ou de publication;
- à demander que les Informations Confidentielles, leur appartenant soient retirées du projet de communication ou de publication ;
- à demander des modifications, si certaines informations contenues dans le projet de communication ou de publication sont de nature à porter préjudice à l'exploitation industrielle et commerciale des Connaissances Propres et/ou des Résultats à condition que les modifications n'altèrent pas la valeur scientifique de publication ou communication ;
- à demander que la communication ou la publication soit différée pour une durée à préciser si des causes réelles et sérieuses l'exigent, en particulier si des informations contenues dans le projet de publication ou de communication doivent faire l'objet

d'une protection au titre de la propriété industrielle.

Toutefois, sans préjudice du respect de la confidentialité des Résultats ou Connaissances Propres de chaque Partie, aucune des Parties ne pourra refuser dans ce cas son accord à une publication ou communication au-delà d'un délai de douze (12) mois suivant la première soumission du projet concerné.

En l'absence de réponse d'une Partie à l'issue de ce délai de trente (30) jours calendaires, son accord sera réputé acquis.

Ces publications ou communications devront respecter la charte de signature des publications et la politique de communication décidées par le COPIL IDEX, notamment le système de marque. Elles devront également mentionner l'aide apportée par l'ANR en mentionnant la référence ANR-15-IDEX-02 à travers par exemple la phrase :

« Ce travail a bénéficié d'une aide de l'Etat gérée par l'Agence Nationale de la Recherche au titre du programme « Investissements d'avenir » portant la référence ANR-15-IDEX-02 ».

11.2.2 Dans le respect des stipulations de l'article 11.1 relatives à la confidentialité, les termes de l'article 11.2.1 ne pourront faire obstacle :

- ni à l'obligation qui incombe aux personnels des Parties de produire un rapport d'activité aux organisme(s) dont elle relève ;
- ni à la soutenance de thèse des chercheurs ou doctorants participant au PROJET ou à des Actions ; cette soutenance, organisée dans le respect de la réglementation universitaire en vigueur est par principe publique mais peut exceptionnellement être organisée à huis-clos ;
- ni aux dépôts par une ou plusieurs Parties d'une demande de brevet découlant uniquement de leurs Résultats ;
- ni à la publication ou communication par une Partie de ses Connaissances Propres et/ou Résultats Propres.

11.3 USAGE DE LA MARQUE ET AUTRES SIGNES DISTINCTIFS

Chaque Partie reste titulaire de ses marques et autres signes distinctifs et des droits d'exploitation afférents.

Les autres Parties ne sont pas autorisées à en faire usage, sauf accord écrit de la Partie qui en est propriétaire. En tout état de cause, les sigles, logos et marques de chaque Partie ainsi que toute référence à ceux-ci ne pourront être utilisés que dans des conditions telles qu'en aucune manière il ne puisse être porté atteinte à l'image, à la réputation ou à la notoriété de ladite Partie.

ARTICLE 12 : RESPONSABILITE - ASSURANCES

12.1 RESPONSABILITE A L'EGARD DES TIERS

Chaque Partie reste responsable, dans les conditions du droit commun, des dommages que son personnel ou toute personne agissant pour son compte pourrait causer aux tiers à l'occasion de l'exécution de l'Accord.

12.2 RESPONSABILITE ENTRE LES PARTIES

Aucune Partie ne pourra être tenue responsable des actes ou omissions des autres Parties. Aucune solidarité entre les Parties ne saurait résulter des dispositions du présent article.

12.2.1 Dommages corporels

Chacune des Parties prend en charge la couverture de son personnel conformément à la législation applicable dans le domaine de fonction publique, de la sécurité sociale, du régime des

accidents du travail et des maladies professionnelles dont il relève et procède aux formalités qui lui incombent.

Chacune des Parties est responsable suivant les règles du droit commun des dommages de toute nature causés par son personnel au personnel d'une autre Partie.

12.2.2 Dommages aux biens

Chacune des Parties assume les conséquences, dans les conditions de droit commun, des dommages qu'elle cause du fait ou à l'occasion de l'exécution de l'Accord aux biens mobiliers ou immobiliers d'une autre Partie.

12.2.3 Dommages indirects

Les Parties renoncent mutuellement à se demander réparation des préjudices indirects (perte de production, perte de chiffre d'affaires, manque à gagner, etc...) qui pourraient survenir dans le cadre de l'Accord.

12. 3 GARANTIES ET RESPONSABILITES DU FAIT DES CONNAISSANCES PROPRES, RESULTATS ET AUTRES INFORMATIONS

Chaque Partie reconnaît que les Connaissances Propres, les Résultats et les autres informations communiquées aux autres Parties dans le cadre de l'exécution de l'Accord sont communiqués en l'état, sans aucune garantie de quelque nature qu'elle soit. Sont notamment expressément exclues toutes garanties relatives à l'exploitation commerciale des Connaissances Propres, des Résultats et des autres informations, ou à leur compatibilité ou conformité à un usage spécifique, à une absence d'erreur ou de défauts.

Les Connaissances Propres, les Résultats et ces autres informations sont utilisés par les Parties dans le cadre de l'Accord à leurs seuls frais, risques et périls respectifs et, en conséquence, aucune des Parties n'aura de recours contre les autres Parties, ni ses sous-traitants éventuels, ni son personnel, à quelque titre et pour quelque motif que ce soit, en raison de l'usage de ces Connaissances Propres, de ces Résultats et de ces autres informations, y compris en cas de recours de tiers invoquant l'atteinte à ses droits de propriété intellectuelle.

12. 4 ASSURANCES

Chaque Partie, doit, en tant que de besoin et dans la mesure où cela est compatible avec ses statuts, souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires à la couverture des risques et responsabilités lui incombant, tant en vertu du droit commun que de ses engagements contractuels.

Chaque Partie reconnaît, au regard de son statut et pour ce qui la concerne, appliquer la règle selon laquelle « l'Etat est son propre assureur ».

ARTICLE 13 : RESTITUTION DE L'AIDE, RETRAIT, DEFAILLANCE, FORCE MAJEURE ET ADHESION

13. 1 RESTITUTION DE L'AIDE A L'ANR

Dans l'hypothèse où l'ANR, pour quelle que cause que ce soit, demande la restitution de tout ou partie de l'Aide, le (ou les) Partie(s) concernée(s) s'engagent à restituer, à première demande, à l'Etablissement porteur, la quote-part de l'Aide encaissée et exigée de l'ANR. La restitution doit être effective dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception par le (ou les)

Partie(s) concernée(s) de la demande, adressée par courrier recommandé avec accusé de réception.

Il est entendu que si l'ANR exige la restitution d'une partie seulement de l'Aide en raison de la défaillance d'une (ou de plusieurs) des Parties, l'Etablissement porteur demandera la restitution uniquement au(x) Partie(s) défaillante(s).

L'Etablissement porteur s'engage à communiquer au(x) Partie(s) concernée(s) tout document justifiant les demandes de restitution.

La restitution est de droit, sans qu'il y ait lieu à des formalités judiciaires ou extrajudiciaires. Elle n'ouvre droit à aucune indemnisation au bénéfice du (ou des) Partie(s) concernée(s).

13.2 RETRAIT

Une Partie qui souhaite se retirer du PROJET devra notifier sa décision dûment motivée au Coordinateur et à l'Etablissement porteur dans les meilleurs délais.

Le Coordinateur convoque une réunion exceptionnelle du COPIL IDEX dans un délai de quinze (15) jours calendaires en présence de la Partie souhaitant se retirer qui exposera à cette occasion ses justifications. Si aucune autre issue n'est trouvée, il en informe l'ANR dans les meilleurs délais.

La résiliation de l'Accord vis-à-vis de la Partie qui se retire prend effet à la date de la première présentation de la notification que lui adressent conjointement le Coordinateur et l'Etablissement porteur.

13. 3 DEFAILLANCE D'UNE PARTIE

Au cas où l'une des Parties manquerait aux obligations qui lui incombent, le Coordinateur lui adresse une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception. Dans l'hypothèse où celle-ci resterait sans effet pendant un délai d'un (1) mois, le Coordinateur convoque une réunion exceptionnelle du COPIL IDEX dans un délai de quinze (15) jours calendaires en présence de la Partie défaillante qui exposera à cette occasion ses justifications, à moins qu'au cours de ce délai la Partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait proposé une solution de remplacement la plus proche possible de l'objectif recherché. Cette solution devra être expressément validée par décision du COPIL IDEX.

Le COPIL IDEX peut, sous réserve de l'accord de l'ANR requis par le Coordinateur, décider d'exclure la Partie défaillante de tout ou partie du PROJET, celle-ci ne prenant pas part au vote.

Dans ce cas, la résiliation de l'Accord vis-à-vis de la Partie exclue prend effet à la date de la première présentation de la notification que lui adressent conjointement le Coordinateur et l'Etablissement porteur.

13. 4 CONSEQUENCES DU RETRAIT OU DE LA DEFAILLANCE

Le COPIL IDEX identifie les conséquences du retrait ou de la défaillance, émet les solutions que le Coordinateur soumet à l'ANR afin de permettre la poursuite du PROJET ou des Actions en cours. La Part du PROJET affectée par le retrait ou l'exclusion de la Partie pourra être assurée par une autre Partie ou par un tiers désigné par le COPIL IDEX et approuvé par l'ANR.

Dans les cas prévus aux articles 13.2 « Retrait » et 13.3 « Défaillance », la Partie exclue ou qui se retire s'engage à communiquer aux autres Parties ou au tiers remplaçant, gratuitement et sans délai, tous les dossiers et informations nécessaires à l'exécution de la Part du PROJET affectée, sous réserve du respect de ses Informations Confidentielles. En outre, la Partie exclue ou qui se retire s'engage à ne pas opposer aux autres Parties ou au tiers le remplaçant, ses droits de propriété intellectuelle relatifs à ses Connaissances Propres et Résultats, pour la poursuite du PROJET et/ou des Actions concernées. Elle s'engage à négocier les termes d'une licence pour l'exploitation de ses Résultats et/ou de ses Connaissances Propres, dans les conditions de

l'article 10 « Utilisation et exploitation des Connaissances Propres et Résultats » ci-avant.

La Partie exclue ou qui se retire de l'Accord n'acquiert plus aucun droit sur les Résultats à compter de la prise d'effet de la résiliation.

Le retrait ou l'exclusion d'une Partie ne dispense pas celle-ci de remplir les obligations contractées jusqu'à la date d'effet de la résiliation de l'Accord à son égard et ne saurait en aucun cas être interprété comme une renonciation par les autres Parties à l'exercice de leurs droits à d'éventuels dommages et intérêts.

13. 5 FORCE MAJEURE

Une Partie sera excusée de ne pas satisfaire à ses obligations et ne pourra être tenue responsable ni redevable de dommages et intérêts envers les autres Parties, si l'inexécution totale ou partielle est due à un cas de force majeure, tel que prévue à l'article 1218 du Code Civil.

La Partie invoquant un événement constitutif de force majeure devra en aviser le Coordinateur et l'Etablissement porteur dans les sept (7) jours francs suivant la connaissance de cet événement. Le Coordinateur et l'Etablissement porteur devront ensuite en informer l'ANR et les autres Parties dans les meilleurs délais.

L'exécution de l'Accord est suspendue, totalement ou partiellement, pendant le temps où la ou les Parties empêchées se trouvent dans l'impossibilité d'exécuter leurs obligations en raison de la force majeure. Les obligations de la ou des Parties empêchées reprendront dès que l'effet d'empêchement dû à la force majeure cessera, pour la durée restant à courir à la date de survenance dudit cas de force majeure.

Lorsque la force majeure empêche l'exécution de l'Accord au-delà de trois (3) mois, le COPIL IDEX pourra convenir, avec l'accord de l'ANR, dans les conditions fixées à l'article 14 « Avenant », que :

- l'Accord est modifié pour l'adapter aux circonstances nées de la force majeure,
- ou que l'Accord est résilié totalement ou partiellement de plein droit.

13.6 ADHESION D'UN TIERS

La participation d'une nouvelle personne morale au PROJET en qualité de Partie est soumise à l'avis du COPIL IDEX, de l'ANR et à la signature d'un avenant à l'Accord. La nouvelle Partie qui intègre l'Accord devra s'engager à respecter les droits et obligations qui en découlent ainsi que d'appliquer toute décision prise antérieurement par le COPIL IDEX et les Parties et, le cas échéant, de les exécuter.

ARTICLE 14 : AVENANT

L'Accord ne peut être modifié que par avenant signé entre toutes les Parties pour la durée résiduelle d'application de l'Accord.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de l'Accord, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause l'objet défini à l'article 1^{er}. Étant attaché à l'Accord, tout avenant sera soumis aux mêmes dispositions qui le régissent.

ARTICLE 15 : REGLEMENT DES LITIGES

Les Parties s'efforcent de résoudre à l'amiable, sauf en cas d'urgence justifiant la saisine d'une juridiction compétente statuant en référé, leurs éventuels différends relatifs à l'interprétation, la validité et/ou l'exécution de cet Accord.

A cet effet, les Parties peuvent soumettre leur différend, préalablement à toute instance juridictionnelle, à des conciliateurs désignés par chacune d'elles, à moins qu'elles ne

s'entendent sur la désignation d'un conciliateur unique. Le ou les conciliateurs devront être désignés dans un délai maximal de trente (30) jours à compter de la notification de la contestation par l'une des Parties aux autres Parties. Le ou les conciliateurs s'efforceront de régler les difficultés et de faire accepter par les Parties une solution amiable dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date de désignation du ou des conciliateurs.

A défaut de règlement amiable, les litiges nés de l'exécution du présent accord relèvent de la compétence des tribunaux français, dans le respect du délai de recours contentieux.

ARTICLE 16 : DOCUMENTS CONTRACTUELS – LOI APPLICABLE

Dans l'hypothèse où une ou plusieurs des dispositions de l'Accord serait contraire à une loi, à un texte légalement applicable ou au Règlement financier ANR, ces derniers prévaudront, et les Parties feront les modifications nécessaires pour s'y conformer. Toutes les autres dispositions de l'Accord resteraient en vigueur et les Parties montreront toute diligence pour trouver une solution alternative acceptable dans l'esprit de l'Accord.

Le fait, par l'une ou l'autre des Parties d'omettre en une ou plusieurs occasions de se prévaloir d'une ou plusieurs dispositions de l'Accord, ne vaut en aucun cas renonciation par la Partie intéressée à s'en prévaloir ultérieurement.

L'Accord et son annexe 1 « Convention attributive d'aide » constituent un ensemble contractuel unique. Toute référence à l'Accord inclut son annexe 1 « Convention attributive d'aide » qui ont la même valeur contractuelle que les stipulations comprises dans le corps de l'Accord.

Le présent Accord est régi par le droit français. Conformément à la législation en vigueur, l'ensemble des pièces contractuelles ainsi que toute correspondance relative à l'exécution de l'Accord sont rédigées en langue française ou traduit en français, seule la version française faisant alors foi.

Accord établi en 12 exemplaires originaux.

Fait à Saint-Martin-d'Hères, le

***Pour la Communauté
Université Grenoble Alpes,***

La Présidente

Madame Lise DUMASY

***Pour l'Université Grenoble
Alpes,***
Le Président

Monsieur Patrick LEVY

***Pour l'Institut Polytechnique de
Grenoble***

L'Administrateur général

Monsieur Pierre BENECH

**Pour le Centre National de la
Recherche Scientifique,**

Le Président-Directeur général

Monsieur Antoine PETIT

***Pour l'Institut National de recherche
en Informatique et automatique***

Le Président directeur général

Monsieur Bruno SPORTISSE

***Pour l'Ecole nationale supérieure
d'architecture de Grenoble***

La Directrice

Madame Marie WOZNIAK

***Pour l'Institut d'études politiques
de Grenoble***

Le Directeur

Monsieur Jean-Charles FROMENT

***Pour le Commissariat à l'énergie atomique et
aux énergies alternatives***

L'Administrateur général

Monsieur François JACQ

***Pour l'Institut national de la santé et
de la recherche médicale***

Le Président-directeur général

Monsieur Yves LEVY

***Pour l'Institut national recherche en
sciences et technologies pour
l'environnement et l'agriculture***

Le Président

Monsieur Marc MICHEL

***Pour le Centre Hospitalier
Universitaire Grenoble Alpes***

Le Directeur général par intérim

Madame Stéphanie FAZI-LEBLANC

Annexe 1

Convention attributive d'aide